

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	57	23

N° de la séance : 91

Objet de la délibération : Direction
Envibus et Régie - Mise en oeuvre des
moyens pour garantir la sécurité dans les
transports urbains du réseau Envibus de la
C.A.S.A - Convention

<p>Original</p> <p>Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : CC.2021.162

Date de la convocation : Le 29/06/2021
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 9 JUIL. 2021
de la réception s/Préfecture en date du 9 JUIL. 2021
Pour le Président, La Responsable de Service

Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie-Rose BENASSAYAG, Jean-Bernard MION à Jean-Pierre DERMIT, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Le service public de transport, qui s'inscrit dans une politique de développement des mobilités vertueuses ayant un impact sur le désengorgement du trafic routier et sur la protection de l'environnement, joue également un rôle socioéconomique de première importance. Il facilite, pour une grande partie de la population, l'accès au travail, aux établissements scolaires, aux soins, à la culture et aux activités sportives. En effet, pour certains de ses usagers, le transport en commun reste le seul moyen de locomotion, permettant de se déplacer.

En 2021, le Réseau Envibus dessert la quasi-totalité du territoire de la C.A.S.A., grâce à ses vingt-deux (22) lignes régulières urbaines accessibles aux personnes à mobilité réduite dont une ligne de bus à haut-niveau de service, à ses quatre (4) navettes de centre-ville, à ses trois (3) navettes estivales, à ses soixante-trois (63) lignes scolaires, à ses dix (10) secteurs de transport à la demande, et à son transport à la demande pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

La C.A.S.A., en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable, et depuis la création du Réseau Envibus, s'efforce de garantir au quotidien un service public de qualité, avec une offre de transports sans cesse adaptée, afin de satisfaire les besoins en déplacements de l'ensemble de sa population. Les usagers des transports publics attendent du service d'être transportés dans les meilleures conditions de confort et de sécurité sur l'ensemble du réseau. De même le personnel doit pouvoir assurer ses missions en toute sécurité.

Assurer le déplacement sans risque par les transports en commun des populations autochtones et touristiques est une préoccupation essentielle pour l'ensemble des partenaires signataires.

A l'initiative de la Sous-Préfecture, un projet de convention, joint en annexe à la présente, régissant la mise en œuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité dans les transports de la C.A.S.A. devrait permettre d'assurer la sécurité des transports, des personnels, et donc la continuité du service public. Ce projet a été travaillé en collaboration entre la Sous-Préfecture, la C.A.S.A, les représentants des personnels des transporteurs, la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ainsi que ses représentants du personnel, la SA KEOLIS ALPES-MARITIMES ainsi que ses représentants du personnel et la SARL TACAVL ainsi que ses représentants du personnel.

Le but de ce conventionnement est de renforcer la sécurité des usagers et des agents des transports en commun et renforcer les liens des partenaires.

À cet effet, sont prévus :

- Des opérations de sécurisation menées par la police nationale, la gendarmerie et les polices municipales en liaison avec la C.A.S.A., la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ses représentants du personnel, la SA KEOLIS ALPES-MARITIMES ses représentants du personnel et la SARL TACAVL et ses représentants du personnel ;
- Différents dispositifs de formation et d'informations.

La convention a ainsi vocation à garantir un dispositif de sécurisation du Réseau de transports publics de la C.A.S.A. et à ce titre, seront constitués un comité directeur de sécurité des transports publics ainsi qu'une commission de sécurité des transports.

Le comité directeur, constitué pour toute la durée de la convention, qui se réunira une fois par an, sera dirigé par le Président de la C.A.S.A. ou son représentant, et sera composé par :

- La Sous-Préfète des Alpes-Maritimes ou son représentant
- Deux représentants de l'Etat
- Deux représentants de la C.A.S.A. désignés par son Président
- Le Maire de la ville d'Antibes-Juan les Pins ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Valbonne Sophia Antipolis ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Vallauris Golfe Juan ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Villeneuve-Loubet ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Bar sur Loup ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Biot ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Châteauneuf Grasse ou son représentant,
- Le Maire de la ville de la Colle sur Loup ou son représentant,
- Le Maire de la ville d'Opio ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Roquefort les Pins ou son représentant,
- Le Maire de la ville du Rouret ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Saint-Paul de Vence ou son représentant,
- Le Directeur de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ou son représentant,
- Deux représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS,
- Deux représentants du personnel la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS.
- Le Directeur de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES ou son représentant,
- Un représentant technique de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES,
- Un représentant du personnel de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES
- Le Directeur de la SARL TCAVL ou son représentant,
- Un représentant technique de la TCAVL,
- Un représentant du personnel de la SARL TCAVL.

La commission de sécurité, constituée pour toute la durée de la convention, qui se réunira au minimum une fois par an, sera présidée par le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, et sera composée de :

- Deux représentants de la Direction Mobilité Déplacements Transports de la C.A.S.A.
- Un représentant de la ville d'Antibes-Juan les Pins,
- Un représentant de la ville de Valbonne Sophia Antipolis,
- Un représentant de la ville de Vallauris Golfe Juan,
- Un représentant de la ville de Villeneuve-Loubet
- Un représentant de la ville de Bar sur Loup
- Un représentant de la ville de Biot
- Un représentant de la ville de Châteauneuf Grasse
- Un représentant de la ville de la Colle sur Loup
- Un représentant de la ville d'Opio
- Un représentant de la ville de Roquefort les Pins
- Un représentant de la ville du Rouret
- Un représentant de la ville de Saint-Paul de Vence
- Deux représentants de la police nationale
- Deux représentants de la gendarmerie nationale
- Un représentant de la police municipale d'Antibes
- Un représentant de la police municipale de Valbonne
- Un représentant de la police municipale de Vallauris
- Un représentant de la police municipale de Villeneuve-Loubet

- Un représentant de la police municipale de Biot
- Un représentant de la police municipale de La Colle sur Loup
- Deux représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS
- Trois représentants du personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS sur la base de la représentativité syndicale
- Deux représentants techniques de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES
- Un représentant du personnel de SA KEOLIS ALPES MARITIMES sur la base de la représentativité syndicale
- Un représentant technique de la SARL TCAVL
- Un représentant du personnel de SARL TCAVL sur la base de la représentativité syndicale.

Cette convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans, et est reconductible pour la même durée, à la demande des parties.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention régissant la mise en oeuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité dans les transports du Réseau Envibus de la C.A.S.A., dans les conditions de durée et modalités proposées, dont le projet est joint en annexe à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- d'approuver la constitution d'un Comité Directeur de sécurité des transports publics ainsi que d'une commission de sécurité des transports présidée par le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports ;
- de désigner les membres du comité directeur de sécurité des transports publics tels que présentés ci-dessous :

LE COMITE DIRECTEUR DE SECURITE DES TRANSPORTS PUBLICS	
PRESIDENCE	
C.A.S.A.	Mr LEONETTI ou son représentant Mr OCCELLI
PREFECTURE	
La Sous-Préfète des Alpes-Maritimes ou son représentant	Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS ou son représentant
Deux représentants de l'Etat	
C.A.S.A.	
Deux représentants de la C.A.SA désignés par son Président	Mme Martine SIMON, Directrice Régie Envibus Mme Sandrine BOUTRY, responsable service production
COMMUNES	
Le Maire de la ville d'Antibes-Juan les Pins ou son représentant	Proposition : Mr Xavier WIIK
Le Maire de la ville de Valbonne Sophia Antipolis ou son représentant	Proposition : Mme Martine BONNEAU

Le Maire de la ville de Vallauris Golfe Juan ou son représentant	Proposition : Mme Marie Paule ANASSE
Le Maire de la ville de Villeneuve-Loubet ou son représentant	Proposition : Mme Marie BENASSAYAG
Le Maire de la ville de Bar sur Loup ou son représentant	Proposition : Mr Francois WYSZKOWSKI
Le Maire de la ville de Biot ou son représentant	Proposition : Mme Laura PAVAN
Le Maire de la ville de Châteauneuf ou son représentant	Proposition : Mme Laurence MARGAILLAN
Le Maire de la ville de la Colle sur Loup ou son représentant	Proposition : Mr Fabien THEVENIAUD
Le Maire de la ville d'Opio ou son représentant	Proposition : Mme Marie Claude SALMON
Le Maire de la ville de Roquefort les Pins ou son représentant	Proposition : Mr Michel ROSSI
Le Maire de la ville du Rouret ou son représentant	Proposition : Mme Isabelle GARCIA
Le Maire de la ville de Saint-Paul de Vence ou son représentant	Proposition : Mme Laurence HARTMANN
TRANSPORTEURS	
Le Directeur de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ou son représentant	Mr Philippe MASSON
2 représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	
2 représentants du personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	Mr Driss SAADOUNE
Le Directeur de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES ou son représentant	Mr Christian CROS, Directeur
1 représentant technique de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	
1 représentant du personnel de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	Mme Ludivine PELLEGRINO
Le Directeur de la SARL TACAVL ou son représentant	Mr Michel MAUREL
1 représentant technique de la SARL TACAVL	
1 ou 2 représentants du personnel de la SARL TACAVL	Mr Franck FONTAN

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention régissant la mise en œuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité dans les transports du Réseau Envibus de la C.A.S.A., dans les conditions de durée et modalités proposées, dont le projet est joint en annexe à la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;

- d'approuver la constitution d'un Comité Directeur de sécurité des transports publics ainsi que d'une commission de sécurité des transports présidée par le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports ;
- de désigner les membres du comité directeur de sécurité des transports publics tels que présentés ci-dessous :

LE COMITE DIRECTEUR DE SECURITE DES TRANSPORTS PUBLICS	
PRESIDENCE	
C.A.S.A.	Mr LEONETTI ou son représentant Mr OCCELLI
PREFECTURE	
La Sous-Préfète des Alpes-Maritimes ou son représentant	Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS ou son représentant
Deux représentants de l'Etat	
C.A.S.A.	
Deux représentants de la C.A.S.A désignés par son Président	Mme Martine SIMON, Directrice Régie Envibus Mme Sandrine BOUTRY, responsable service production
COMMUNES	
Le Maire de la ville d'Antibes-Juan les Pins ou son représentant	Proposition : Mr Xavier WIIK
Le Maire de la ville de Valbonne Sophia Antipolis ou son représentant	Proposition : Mme Martine BONNEAU
Le Maire de la ville de Vallauris Golfe Juan ou son représentant	Proposition : Mme Marie Paule ANASSE
Le Maire de la ville de Villeneuve-Loubet ou son représentant	Proposition : Mme Marie BENASSAYAG
Le Maire de la ville de Bar sur Loup ou son représentant	Proposition : Mr Francois WYSZKOWSKI
Le Maire de la ville de Biot ou son représentant	Proposition : Mme Laura PAVAN
Le Maire de la ville de Châteauneuf ou son représentant	Proposition : Mme Laurence MARGAILLAN
Le Maire de la ville de la Colle sur Loup ou son représentant	Proposition : Mr Fabien THEVENIAUD
Le Maire de la ville d'Opio ou son représentant	Proposition : Mme Marie Claude SALMON
Le Maire de la ville de Roquefort les Pins ou son représentant	Proposition : Mr Michel ROSSI
Le Maire de la ville du Rouret ou son représentant	Proposition : Mme Isabelle GARCIA
Le Maire de la ville de Saint-Paul de Vence ou son représentant	Proposition : Mme Laurence HARTMANN
TRANSPORTEURS	
Le Directeur de la SARL KEOLIS	Mr Philippe MASSON

SOPHIA ANTIPOLIS ou son représentant	
2 représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	
2 représentants du personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	Mr Driss SAADOUNE
Le Directeur de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES ou son représentant	Mr Christian CROS, Directeur
1 représentant technique de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	
1 représentant du personnel de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	Mme Ludivine PELLEGRINO
Le Directeur de la SARL TACAVL ou son représentant	Mr Michel MAUREL
1 représentant technique de la SARL TACAVL	
1 ou 2 représentants du personnel de la SARL TACAVL	Mr Franck FONTAN

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION
REGISSANT LA MISE EN ŒUVRE DES MOYENS NECESSAIRES POUR GARANTIR LA SECURITE
DANS LES TRANSPORTS
DU RESEAU ENVIBUS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Entre les soussignés,

L'Etat, représenté par Madame Anne FRACKOWIAK-JACOBS, Sous-Préfète de Grasse hors classe,

D'une part,

Et,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis agissant en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable, dont le siège social est situé en Mairie d'Antibes, cours Masséna à Antibes (06600), et représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du

Ci-après dénommée « la C.A.S.A »,

D'autre part,

Et,

La SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, dont le siège social est situé en Zone Industrielle des trois moulins, 205 rue Henri Laugier à Antibes (06600), agissant en tant que prestataire de services de transports urbains de voyageurs, et représentée par son Directeur, Monsieur Philippe MASSON dûment autorisé à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « KSOA »,

D'autre part,

Et,

Les personnels de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, agissant en tant que partenaires du dispositif de sécurisation du Réseau Envibus, et représentés par leur représentant au Comité Social et Economique, Monsieur Driss SAADOUNE, dûment autorisé à signer la présente convention,

D'autre part,

Et,

La SA KEOLIS ALPES-MARITIMES, dont le siège social est situé en Zone Industrielle des Trois Moulins, 498 rue Henri Laugier à Antibes (06600), agissant en tant que prestataire de services de transports scolaires, et représentée par son Directeur, Monsieur Christian CROS, dûment autorisé à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « KAM »,

D'autre part,

Et,

Les **personnels de la SA KEOLIS ALPES-MARITIMES**, agissant en tant que partenaires du dispositif de sécurisation du Réseau Envibus, et représentés par leur représentant au Comité Social Economique, Madame Ludivine PELLEGRINO, dûment autorisée à signer la présente convention,

D'autre part,

Et,

La **SARL TCAVL**, mandataire du groupement SARL TCAVL/AUTOCARS MUSSO, dont le siège social est situé au 117 route du Bar à Châteauneuf (06740), agissant en tant que prestataire de services de transports scolaires, et représentée par son Directeur, Monsieur Michel MAUREL, dûment autorisé à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « TCAVL »,

D'autre part,

Et,

Les **personnels de la SARL TCAVL**, agissant en tant que partenaires du dispositif de sécurisation du Réseau Envibus, et représentés par leur représentant au Comité Social Economique, Monsieur Franck FONTAN, dûment autorisé à signer la présente convention,

D'autre part,

PREAMBULE

Le service public de transport, qui s'inscrit dans une politique de développement des mobilités vertueuses ayant un impact sur le désengorgement du trafic routier et sur la protection de l'environnement, joue également un rôle socioéconomique de première importance.

Il facilite, pour une grande partie de la population, l'accès au travail, aux établissements scolaires, aux soins, à la culture et aux activités sportives. En effet, pour certains de ses usagers, le transport en commun reste le seul moyen de locomotion, permettant de se déplacer.

Par ailleurs, le Réseau Envibus, durant la saison estivale, offre aux touristes un moyen de mobilité, vers les centres-villes, les plages mais également les communes du Haut-Pays.

En 2021, le Réseau Envibus dessert la quasi-totalité du territoire de la C.A.S.A, grâce à ses vingt-deux (22) lignes régulières urbaines accessibles aux personnes à mobilité réduite, dont une ligne de bus à haut-niveau de service dont la fréquence de passage est de 10 minutes en heures de pointe, à ses quatre (4) navettes de centre-ville, à ses trois (3) navettes estivales, à ses soixante-trois (63) lignes scolaires, à ses dix (10) secteurs de transport à la demande, à son transport à la demande pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

La C.A.S.A, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable, et depuis la création du Réseau Envibus, s'efforce de garantir au quotidien un service public de qualité, avec une offre de transports sans cesse adaptée, afin de satisfaire les besoins en déplacements de l'ensemble de sa population.

Par ailleurs, la digitalisation du Réseau Envibus, avec la création de titres dématérialisés, le développement du site internet et des applications mobiles, le déploiement des distributeurs automatiques de titres sur le Réseau, ont permis l'accès aux transports à une plus vaste clientèle.

Toutefois, en s'acquittant de son titre de transport, qu'il soit physique ou dématérialisé, l'usager du Réseau Envibus attend du service, qu'il soit rendu dans les meilleures conditions de confort, de salubrité et de sécurité et ce, de sa montée à bord du véhicule, à son lieu de destination.

Ces conditions essentielles de « voyage en toute tranquillité », qui sont une préoccupation permanente de l'ensemble des parties signataires, sont également nécessaires au personnel roulant, qui doit pouvoir exercer ses missions en toute sécurité.

La présente convention, qui rassemble l'Etat représenté par les forces de la Police et de la Gendarmerie Nationales, et l'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur le territoire de la C.A.S.A, ses prestataires de transports urbain et scolaire ainsi que leurs personnels respectifs, a pour objet de sécuriser la mobilité des usagers et des personnels du Réseau Envibus, en édifiant une stratégie commune de lutte contre toutes formes de délinquance.

En effet, aujourd'hui, la délinquance se présente sous la forme d'incivilités, d'insultes ou de dégradations des biens publics ; elle se caractérise par la fraude ou par un délit de fuite devant un agent de contrôle ; et plus récemment, dans un contexte sanitaire contraint, elle se matérialise par le non-respect des consignes sanitaires.

Il est donc primordial de maintenir la confiance des usagers dans le service public des transports, en assurant pour tous, et en toutes circonstances la sécurité du Réseau Envibus.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Afin d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers du Réseau Envibus déployé sur le territoire de la C.A.S.A et d'en préserver l'attractivité, il est nécessaire de prévenir et de maîtriser toutes formes de délinquance à bord des véhicules mais également, dans les espaces accessibles au public et affectés au transport (points d'arrêt, quais de desserte, gares routières, pôles d'échanges, agences commerciales).

Aussi, la présente convention a pour objet de proposer une offre de protection sur mesure, en plaçant la sécurité de la mobilité au centre des priorités, et en adaptant les stratégies aux particularités de chaque territoire.

Les mesures définies dans la présente convention seront ainsi évolutives et en phase avec les réalités du terrain ; et permettront d'établir un cadre d'actions et d'interventions des différents acteurs, et notamment des forces de l'ordre, sur le Réseau.

Tant préventives que dissuasives et répressives, ces mesures devront améliorer la coordination opérationnelle entre les parties signataires, et se concrétiser par des échanges mutuels d'information, avec l'élaboration de diagnostics territoriaux afin d'anticiper certaines situations de crise, des opérations de contrôle conjointes ainsi que des partages de compétences et de formations.

TITRE 1^{er} : DE LA SECURISATION DU RESEAU ENVIBUS

SECTION 1^{ère} : DE LA POLICE NATIONALE ET DE LA GENDARMERIE NATIONALE

ARTICLE 2 : Des opérations de sécurisation

Les forces de police et de gendarmerie nationales, placées sous l'autorité de Madame la Sous-Préfète des Alpes-Maritimes, s'engagent à mener des opérations de sécurisation in situ, c'est-à-dire à bord des véhicules mais également, dans les espaces accessibles au public et affectés au transport (points d'arrêt, quais de desserte, gares routières, agences commerciales).

Ces opérations seront concertées avec la C.A.S.A ainsi que ses opérateurs de transports, et seront réalisées selon un programme établi par la Commission de sécurité définie par le Titre 3 de la présente convention, dans les lieux sensibles du territoire, et aux heures les plus adéquates.

ARTICLE 3 : De la présence des forces de sécurité

A l'issue des opérations de sécurisation susvisées, une présence des forces de sécurité sera maintenue aux endroits stratégiques du Réseau pour les usagers et les personnels du Réseau Envibus.

Par ailleurs, et dans une logique préventive, les forces de sécurité pourront effectuer, autant que de besoin, un accompagnement particulier de certaines lignes et à certains horaires et ce, jusqu'aux limites de leur juridiction. Elles réaliseront, aux heures dites névralgiques, des patrouilles aux points d'arrêt et terminus de lignes sensibles, avec leurs véhicules de service ou en transports en commun. Elles assisteront les services de la C.A.S.A., lors d'opérations de contrôle sur les voies dédiées au transport en commun du territoire (non-respect des dispositions du code de la route par les contrevenants, augmentant le risque accidentogène par un comportement délictueux).

Elles pourront être appelées par les services de la C.A.S.A., en cas de suspicion de présence de stupéfiants à bord des véhicules, pour une intervention des équipes cynophiles si nécessaire.

Ces opérations seront réalisées selon un programme établi par la Commission de sécurité définie par le Titre 3 de la présente convention, sous réserve d'indisponibilités liées aux nécessités de service des forces de l'ordre.

ARTICLE 4 : Des troubles à l'ordre public

En cas d'incidents graves ou d'événements pouvant troubler l'ordre public, un dispositif spécifique de sécurité avec le cas échéant, emploi de forces mobiles de police ou de gendarmerie nationales, selon leurs juridictions, sera mis en place par le Préfet ou son Représentant.

Un commissaire ou un commandant de police sera désigné afin d'assurer la liaison avec la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et ses prestataires de transports urbain et scolaire. Un ou plusieurs référents seront désignés et joignables vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24h/24), en cas d'incident.

SECTION 2 : DES POLICES MUNICIPALES

ARTICLE 5 : Des patrouilles de sécurisation

Les communes-membres de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis concernées par la présente convention, et représentées par leurs Maires respectifs, s'engagent également à garantir la sécurité dans les transports du Réseau Envibus.

A ce titre, les polices municipales, placées sous l'autorité du pouvoir de police de leurs Maires respectifs, effectueront, dans le ressort de leurs compétences territoriales, des patrouilles de sécurisation.

Ces patrouilles s'effectueront notamment dans le cadre d'opérations conjointes de contrôle, réalisées conjointement par la C.A.S.A et ses prestataires de transports urbain et scolaire ; et seront réalisées selon un programme établi par la Commission de sécurité définie par le Titre 3 de la présente convention, sous réserve d'indisponibilités liées aux nécessités de service des forces de l'ordre.

Par ailleurs, la police municipale de chaque commune concernée devra garantir la sécurité des voiries dont ils ont la charge, en cas d'incidents routiers, de déviations, de fuite de fluides etc.

Chaque patrouille sera en liaison radio permanente avec le poste de commandes radio de la police municipale par le biais d'une ligne téléphonique ; poste de commandes lui-même en liaison radio avec les forces de police et/ou de gendarmerie nationales.

Dans une logique de communication permanente entre l'ensemble des acteurs à la présente convention, la C.A.S.A a mis en place une astreinte téléphonique, joignable sept jours sur sept (7j/7) et vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24h/24), dédiée aux échanges avec ses transporteurs urbain et scolaire.

SECTION 3 : DE LA C.A.S.A ET DES TRANSPORTEURS DU RESEAU ENVIBUS

ARTICLE 6 : Des moyens et actions de sécurité mis en œuvre

La C.A.S.A, dans le cadre du marché global de performances de prestations de services de transport urbain de voyageurs, a confié au prestataire titulaire, la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, une mission de contrôle-verbalisation, confiée à six (6) agents de terrain.

Ces contrôleurs-verbalisateurs sont un relais privilégié et permettent une remontée d'informations de la clientèle du Réseau Envibus. Ils ont été formés afin de prévenir et d'anticiper les situations à risques, et le cas échéant, à résoudre les éventuels conflits.

Les contrôleurs-verbalisateurs sont amenés à intervenir en tous points du Réseau, toutes lignes urbaines, tous horaires et points d'arrêts urbains confondus.

En revanche, les contrôleurs-verbalisateurs, personnels de la C.A.S.A., sont amenés à intervenir également quant à eux, sur les lignes scolaires, en période scolaire et en entrées et sorties d'établissements. Les transporteurs scolaires peuvent, sur demande de la C.A.S.A., mettre à disposition un ou plusieurs agents d'exploitation, en accompagnement des contrôleurs-verbalisateurs.

ARTICLE 7 : Des effectifs et équipements (moyens humains, logistiques, radio pour assurer une liaison opérationnelle)

Les contrôleurs-verbalisateurs de la SARL KEOLIS SOPHIA-ANTIPOLIS exercent leurs missions en étroite collaboration avec l'équipe de contrôle-verbalisation de la C.A.S.A. L'ensemble de ces personnels sont associés aux opérations conjointes entre les forces de l'ordre et de sécurité, sur les lignes sensibles et peuvent se réunir autant que de besoin, en cas de troubles à l'ordre public.

Les équipes de contrôle-verbalisation sont composées telles que :

- Pour la C.A.S.A : actuellement 5 contrôleurs-verbalisateurs
- Pour la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS : 6 contrôleurs-verbalisateurs.

Leurs missions sont les suivantes :

- Préserver les recettes publiques, en luttant contre la fraude
- Renforcer l'attractivité du réseau, en garantissant la sécurité et la sûreté des tiers et du personnel.

Par ailleurs, les véhicules de la flotte de transport urbain sont équipés :

- D'un système de radio tétra ;
- D'un système de priorité aux feux ;
- De dispositifs de vidéo protection, dont le nombre de caméras installées dépend de la taille du véhicule ; et
- D'un système d'aide à l'exploitation, qui permet de géolocaliser le véhicule en temps réel.

En cas d'incident, et sur réquisition judiciaire, les images issues du dispositif de vidéo protection sont accessibles aux forces de l'ordre, dans un délai de trente (30) jours à compter du jour de l'incident.

Enfin, en cas de réquisition judiciaire des données de transport, ces dernières sont anonymisées à compter du troisième jour après le jour de validation.

La C.A.S.A. a d'ores et déjà équipé douze (12) véhicules de transport scolaires d'un dispositif de vidéo protection. Le restant de la flotte, tous transporteurs scolaires confondus, sera équipé suivant un plan pluri annuel d'investissement.

SECTION 4 : DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

La présence, la consultation et l'association des représentants du personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS, de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES et de la SARL TACAVL sont des composantes à part entière, du dispositif de coproduction de sécurité locale, dans les transports du réseau de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Cette participation doit être maintenue et encouragée, les personnels rappelant qu'ils se sont engagés au maintien du service public, ce qui constitue une marque d'adhésion importante au dispositif de lutte contre la délinquance sur le réseau communautaire.

A juste titre, les représentants du personnel seront associés à la démarche partenariale de prévention et de lutte contre toutes les formes de délinquance, et ce aux deux niveaux de représentation que sont le Comité Directeur et la Commission de sécurité dans les transports urbains, visés au titre 3 de la présente convention.

TITRE 2nd

DE LA FORMATION, DE L'INFORMATION, DE L'ANIMATION

SECTION 1 : DE LA POLICE ET DE LA GENDARMERIE NATIONALES

ARTICLE 8 : De la formation

La police et la gendarmerie nationales s'engagent par l'intermédiaire de leurs structures de formation à mettre à disposition des parties à la présente, leurs ressources de formations relatives aux problèmes de sécurité afin d'assurer une cohérence dans les méthodes de travail et notamment les stages techniques d'intervention particulière en cas d'incident dans les véhicules de transport.

La C.A.S.A., quant à elle, propose d'accueillir des stagiaires issus des écoles nationales, lors de périodes d'observation et d'immersion dans un Réseau de transport.

ARTICLE 9 : Du partage d'informations

La police et la gendarmerie nationales assurent une restitution régulière en termes de statistiques sur les actions conduites dans le cadre de la présente convention sous la forme de tableaux de bord, tant auprès du Comité Directeur que de la Commission de Sécurité.

SECTION 2 : DES TRANSPORTEURS

ARTICLE 10 :

L'ensemble des transporteurs, urbain et scolaire, s'engage à contribuer en tant que de besoin à la lutte contre les incivilités, en transmettant à la C.A.S.A. tout incident, toute incivilité, insécurité, dégradation de biens ou équipements et autres aléas.

ARTICLE 11 :

Les transporteurs assurent une restitution régulière en terme de statistiques sur l'état de tous les incidents et incivilités dans les transports urbain et scolaire, et ce auprès du Comité Directeur et de la Commission de Sécurité.

Cette restitution pourra prendre la forme notamment de tableaux de bord et graphiques émanant d'un procédé de collecte de faits uniformisé et cohérent, mettant en jeu les conducteurs, permettant aux partenaires de mesurer la situation de la délinquance et de mettre en place des réponses adaptées.

SECTION 3 : DES POLICES MUNICIPALES

Les polices municipales des communes-membres concernées par le transport urbain mis en œuvre par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, assurent une restitution régulière en termes de statistiques sur les actions conduites dans le cadre de la présente convention, sous la forme de tableaux de bord, tant auprès du Comité Directeur que de la Commission de Sécurité.

La C.A.S.A., quant à elle, propose d'accueillir des stagiaires issus des écoles nationales, lors de périodes d'observation et d'immersion dans un Réseau de transport.

SECTION 4 : DE LA C.A.S.A.

La C.A.S.A. assure la formation de son équipe de contrôle-verbalisation selon les évolutions réglementaires et les nécessités de service, en interne ou auprès d'organismes de formation spécialisés.

Elle a créé un livret contrôleurs, reprenant tous les aspects des missions de contrôle, les textes réglementaires, les dispositifs de formation, les bonnes pratiques ainsi qu'une foire aux questions.

La C.A.S.A. assure régulièrement une formation de ses agents, aux contextes et enjeux de la lutte contre la fraude, aux enjeux économiques et sociétaux et tente de mettre en place une politique plus pédagogique que répressive, en facilitant le recours au paiement immédiat lors d'infractions à la police des transports, et en ayant créé un Pass JOKER qui permet aux contrevenants de régler en lieu et place d'une amende, un titre de transport lui permettant de circuler deux mois sur le Réseau, fidélisant ainsi sa clientèle.

Les contrôleurs-verbalisateurs sont également formés à la gestion des conflits et des situations de crise dans un environnement violent ou non. Elle maintient un encadrement sensibilisé aux aspects psychologiques engendrés par de telles situations.

Enfin, la C.A.S.A. organise :

- Des campagnes de communication sur la politique de lutte anti-fraude (affichage aux arrêts, sur les supports digitaux et réseaux sociaux...) ;
- Des opérations de sécurité et de citoyenneté dans les établissements scolaires du territoire de la C.A.S.A., aux classes de 6^{ème} et de 4^{ème}, pour sensibiliser les élèves aux bonnes pratiques de l'utilisation des transports en commun, et aux bons comportements à tenir.
- Des sessions de formation dédiées aux accompagnateurs dans les transports scolaires, primaires et maternelles.

TITRE 3^{ème}

DU PILOTAGE DE LA CONVENTION

La présente convention a vocation à garantir un dispositif de sécurisation sur le réseau de transports publics de la C.A.S.A.

SECTION 1 : LE COMITE DIRECTEUR DE SECURITE DES TRANSPORTS PUBLICS

ARTICLE 12 :

Le Comité Directeur de Sécurité des Transports Publics est constitué pour la durée de la présente convention. Il est dirigé par le Président de la C.A.S.A, Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable, ou son représentant.

Il comprend les membres suivants :

- La Sous-Préfète des Alpes-Maritimes ou son représentant
- Deux représentants de l'Etat
- Deux représentants de la C.A.S.A. désignés par son Président
- Le Maire de la ville d'Antibes-Juan les Pins ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Valbonne Sophia Antipolis ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Vallauris Golfe Juan ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Villeneuve-Loubet ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Bar sur Loup ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Biot ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Châteauneuf ou son représentant,
- Le Maire de la ville de la Colle sur Loup ou son représentant,
- Le Maire de la ville d'Opio ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Roquefort les Pins ou son représentant,
- Le Maire de la ville du Rouret ou son représentant,
- Le Maire de la ville de Saint-Paul ou son représentant,
- Le Directeur de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ou son représentant,
- Deux représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS,
- Deux représentants du personnel la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS.
- Le Directeur de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES ou son représentant,
- Un représentant technique de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES,
- Un représentant du personnel de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES
- Le Directeur de la SARL TCAVL ou son représentant,
- Un représentant technique de la TCAVL,
- Un représentant du personnel de la SARL TCAVL.

Il pourra être élargi à des communes de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, qui souhaiteraient adhérer au dispositif de manière ponctuelle ou permanente.

ARTICLE 13 :

Le Comité Directeur de Sécurité des Transports Publics a pour mission :

- De définir les objectifs de la politique de sécurité et d'évaluer en conséquence les moyens humains et matériels,
- De proposer des mesures à prendre en cas de crise grave
- D'analyser les bilans et tableaux de bord de la Commission de Sécurité,
- De préparer les avenants à la présente convention pour tenir compte de l'évolution de la politique de sécurité ou des moyens mis en œuvre, des engagements de nouveaux partenaires cosignataires, des nouveaux textes législatifs ou réglementaires et de l'introduction de nouvelles technologies dans les dispositifs de sécurité.

ARTICLE 14 :

Le Comité Directeur de Sécurité des Transports Publics se réunira une fois par an.

Il pourra être réuni à tout moment par son Président ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres.

Il pourra inviter des personnalités extérieures en lien direct avec l'objet de cette convention, susceptibles d'apporter leur concours à la résolution de problèmes spécifiques et en lien direct avec l'objet de cette convention.

SECTION DEUX : DE LA COMMISSION DE SECURITE DES TRANSPORTS

ARTICLE 15 :

Une Commission de Sécurité des Transports (CST) est instituée pour la durée de la présente convention.

ARTICLE 16 :

La Commission de Sécurité des Transports est présidée par le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports.

Elle est composée des membres suivants :

- Deux représentants de la Direction Mobilité Déplacements Transports de la C.A.S.A.
- Un représentant de la ville d'Antibes-Juan les Pins,
- Un représentant de la ville de Valbonne Sophia Antipolis,
- Un représentant de la ville de Vallauris Golfe Juan,
- Un représentant de la ville de Villeneuve-Loubet
- Un représentant de la ville de Bar sur Loup
- Un représentant de la ville de Biot
- Un représentant de la ville de Châteauneuf
- Un représentant de la ville de la Colle sur Loup

- Un représentant de la ville d’Opio
- Un représentant de la ville de Roquefort les Pins
- Un représentant de la ville du Rouret
- Un représentant de la ville de Saint-Paul de Vence
- Deux représentants de la police nationale
- Deux représentants de la gendarmerie nationale
- Un représentant de la police municipale d’Antibes
- Un représentant de la police municipale de Valbonne
- Un représentant de la police municipale de Vallauris
- Un représentant de la police municipale de Villeneuve-Loubet
- Un représentant de la police municipale de Biot
- Un représentant de la police municipale de La Colle sur Loup
- Deux représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS
- Trois représentants du personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS sur la base de la représentativité syndicale
- Deux représentants techniques de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES
- Un représentant du personnel de SA KEOLIS ALPES MARITIMES sur la base de la représentativité syndicale
- Un représentant technique de la SARL TACAVL
- Un représentant du personnel de SARL TACAVL sur la base de la représentativité syndicale.

Elle pourra en tant que de besoin, associer des experts dans un domaine particulier, selon l’ordre du jour fixé pour la réunion de la commission de sécurité.

ARTICLE 17 :

La Commission de Sécurité a pour missions :

- D’exploiter les comptes rendus périodiques élaborés par les partenaires afin d’assurer leur cohérence et de permettre un recoupement de l’ensemble des informations sur l’état réel des évènements d’insécurité,
- De prendre connaissance des comptes rendus périodiques et à minima trimestriels, des actions menées par la police nationale, la gendarmerie nationale, les polices municipales et les transporteurs urbain et scolaires,
- De prendre connaissance des statistiques relatives aux incidents sur le réseau exploité par les transporteurs urbain et scolaire en faisant notamment apparaître les lieux, les lignes, les jours de la semaine et les tranches horaires particulièrement sensibles,
- De valider les programmes des actions de chacun des partenaires ainsi que celui des opérations communes,
- De suivre l’efficacité opérationnelle des dispositifs mis en place,
- De prendre toutes mesures de nature à accroître l’efficacité des moyens disponibles,
- D’établir la liste des établissements d’enseignements desservis par du transport scolaire dans lesquels seront menées des opérations de sensibilisation,
- De proposer au Comité Directeur de Sécurité des Transports Publics, un choix de partenariats et d’actions à mettre en œuvre dans le cadre des animations à caractère social, dans des quartiers dits sensibles, sur les trajets de lignes dites sensibles, en collaboration avec la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A. ;

- D'une manière générale de faire toute proposition au Comité de Sécurité des Transports Publics de nature à améliorer la sécurité.

ARTICLE 18 :

La Commission de Sécurité se réunit au minimum une fois par an, ou en tant que de besoin sur demande de la moitié de ses membres.

TITRE 4^{ème}

DES DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 : De la prise d'effet et durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et reconductible pour la même durée à la demande des parties.

La présente convention prendra effet dès la notification aux parties.

ARTICLE 20 : De la modification de la convention

Toute modification de la présente convention pourra s'effectuer par voie d'avenant.

ARTICLE 21 : D'une résiliation anticipée

L'irrespect d'une des clauses de la présente convention entraînera la résiliation de celle-ci, après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée infructueuse.

Si l'une ou l'autre des parties souhaite résilier de façon anticipée la présente convention, elle doit prévenir les autres parties par lettre recommandée avec A.R. au moins trois mois avant le terme choisi avec information du Comité Directeur de Sécurité des Transports Publics.

ARTICLE 22 : Des litiges

Pour tout litige portant sur l'exécution de la présente convention, n'ayant pu faire l'objet d'un accord amiable, le Tribunal Administratif de Nice sera compétent.

ARTICLE 23 : De la publicité de la convention

La présente convention sera transmise, à toutes fins utiles, aux communes de la C.A.S.A concernées par le Transport public, à la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi qu'au Département des Alpes-Maritimes.

Fait à Antibes, le

**Pour l'Etat,
La Sous-Préfète de Grasse**

Madame Anne FRACKOWIAK-JACOBS

**Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Le Président**

Jean LEONETTI

**Pour la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS
Le Directeur**

Philippe MASSON

**Pour le personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS
Le représentant du personnel au Comité Social et Economique,**

Driss SAADOUNE

**Pour la SA KEOLIS ALPES-MARITIMES
Le Directeur,**

Christian CROS

**Pour le personnel de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES
Le représentant du personnel au Comité Social et Economique,**

Mme Ludivine PELLEGRINO

**Pour la SARL TCAVL,
Le Directeur,**

Michel MAUREL

**Pour le personnel de la SARL TCAVL
Le représentant du personnel au Comité Social et Economique,**

Mr Franck FONTAN

LE COMITE DIRECTEUR DE SECURITE DES TRANSPORTS PUBLICS	
PRESIDENCE	
C.A.S.A	Mr LEONETTI ou son représentant Mr OCCELLI
PREFECTURE	
La Sous-Préfète des Alpes-Maritimes ou son représentant	Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS ou son représentant
Deux représentants de l'Etat	
C.A.S.A	
Deux représentants de la C.A.SA désignés par son Président	Mme Martine SIMON Mme Sandrine BOUTRY
COMMUNES	
Le Maire de la ville d'Antibes-Juan les Pins ou son représentant	Mr Xavier WIIK
Le Maire de la ville de Valbonne Sophia Antipolis ou son représentant	Mme Martine BONNEAU
Le Maire de la ville de Vallauris Golfe Juan ou son représentant	Mme Marie Paule ANASSE
Le Maire de la ville de Villeneuve-Loubet ou son représentant	Mme Marie BENASSAYAG
Le Maire de la ville de Bar sur Loup ou son représentant	Mr Francois WYSZKOWSKI
Le Maire de la ville de Biot ou son représentant	Mme Laura PAVAN
Le Maire de la ville de Châteauneuf ou son représentant	Mme Laurence MARGAILLAN
Le Maire de la ville de la Colle sur Loup ou son représentant	Mr Fabien THEVENIAUD
Le Maire de la ville d'Opio ou son représentant	Mme Marie Claude SALMON
Le Maire de la ville de Roquefort les Pins ou son représentant	Mr Michel ROSSI
Le Maire de la ville du Rouret ou son représentant	Mme Isabelle GARCIA
Le Maire de la ville de Saint-Paul de Vence ou son représentant	Mme Laurence HARTMANN
TRANSPORTEURS	
Le Directeur de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS ou son représentant	Mr Philippe MASSON
2 représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	
2 représentants du personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	Mr Driss SAADOUNE
Le Directeur de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES ou son représentant	Mr Christian CROS
1 représentant technique de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	
1 représentant du personnel de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	Mme Ludivine PELLEGRINO
Le Directeur de la SARL TACAVAL ou son représentant	Mr Michel MAUREL
1 représentant technique de la SARL TACAVAL	

1 ou 2 représentants du personnel de la SARL TACAVL	Mr Franck FONTAN
--	------------------

Missions :

Le Comité Directeur de Sécurité des Transports Urbains se réunit une fois par an et a pour mission :

- De définir les objectifs de la politique de sécurité et d'évaluer en conséquence les moyens humains et matériels,
- De proposer des mesures à prendre en cas de crise grave
- D'analyser les bilans et tableaux de bord de la Commission de Sécurité,
- De préparer les avenants à la présente convention pour tenir compte de l'évolution de la politique de sécurité ou des moyens mis en œuvre, des engagements de nouveaux partenaires cosignataires, des nouveaux textes législatifs ou réglementaires et de l'introduction de nouvelles technologies dans les dispositifs de sécurité.

Il pourra être réuni à tout moment par son Président ou à la demande d'au moins la moitié de ses membres.

Il pourra inviter des personnalités extérieures en lien direct avec l'objet de cette convention, susceptibles d'apporter leur concours à la résolution de problèmes spécifiques et en lien direct avec l'objet de cette convention.

LA COMMISSION DE SECURITE DES TRANSPORTS	
PRESIDENCE	
1 représentant de la C.A.S.A	Mr Thierry OCCELLI
C.A.S.A	
2 représentants de la Direction Mobilité Déplacements Transports	
1 représentant de la commune d'Antibes-Juan les Pins	
1 représentant de la commune de Valbonne Sophia Antipolis	
1 représentant de la commune de Vallauris Golfe-Juan	
1 représentant de la commune de Villeneuve Loubet	
1 représentant de la commune de le Bar sur Loup	
1 représentant de la commune de Biot	
1 représentant de la commune de Châteauneuf	
1 représentant de la commune de La Colle sur Loup	
1 représentant de la commune d'Opio	
1 représentant de la commune de Roquefort les Pins	
1 représentant de la commune du Rouret	
1 représentant de la commune de Saint Paul de Vence	
FORCES DE L'ORDRE	
2 représentants de la police nationale	
2 représentants de la gendarmerie nationale	
1 représentant de la police municipale d'Antibes	
1 représentant de la police municipale de Valbonne-Sophia Antipolis	
1 représentant de la police municipale de Vallauris Golfe-Juan	
1 représentant de la police municipale de Villeneuve-Loubet	
1 représentant de la police municipale de Biot	
1 représentant de la police municipale de La Colle Sur loup	
TRANSPORTEURS	
2 représentants techniques de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	
3 Représentants du personnel de la SARL KEOLIS SOPHIA ANTIPOLIS	
2 représentants techniques de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	
1 représentant du personnel de la SA KEOLIS ALPES MARITIMES	
1 représentant technique de la SARL TCAVL	
1 représentant du personnel de SARL TCAVL	

La Commission de Sécurité se réunit au minimum une fois par an, ou en tant que de besoin sur demande de la moitié de ses membres, et a pour missions :

- D'exploiter les comptes rendus périodiques élaborés par les partenaires afin d'assurer leur cohérence et de permettre un recoupement de l'ensemble des informations sur l'état réel des événements d'insécurité,
- De prendre connaissance des comptes rendus périodiques et à minima trimestriels, des actions menées par la police nationale, la gendarmerie nationale, les polices municipales et les transporteurs urbain et scolaires,
- De prendre connaissance des statistiques relatives aux incidents sur le réseau exploité par les transporteurs urbain et scolaire en faisant notamment apparaître les lieux, les lignes, les jours de la semaine et les tranches horaires particulièrement sensibles,
- De valider les programmes des actions de chacun des partenaires ainsi que celui des opérations communes,
- De suivre l'efficacité opérationnelle des dispositifs mis en place,

- De prendre toutes mesures de nature à accroître l'efficacité des moyens disponibles,
- D'établir la liste des établissements d'enseignements desservis par du transport scolaire dans lesquels seront menées des opérations de sensibilisation,
- De proposer au Comité Directeur de Sécurité des Transports Publics, un choix de partenariats et d'actions à mettre en œuvre dans le cadre des animations à caractère social, dans des quartiers dits sensibles, sur les trajets de lignes dites sensibles, en collaboration avec la Direction de la Cohésion Sociale de la C.A.S.A. ;
- D'une manière générale de faire toute proposition au Comité de Sécurité des Transports Publics de nature à améliorer la sécurité.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_162
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise en oeuvre des moyens pour garantir la sécurité
dans les transports urbains du réseau Envibus de la
C.A.S.A - Convention
Matière : 8.7 - Transports

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : pNosRxd

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_162-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_162
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Mise en oeuvre des moyens pour garantir la sécurité dans les transports urbains du réseau
Envibus de la C.A.S.A - Convention
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_162-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_162-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_162-DE-1-1_3.PDF

N